

Le cas du désarmement à la SFIO dans l'entre-deux-guerres : entre idéaux et réalités politiques

Damien Huntzinger

Résumé

Au cours des années 1920 et 1930, la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO) opéra de profonds changements quant à la manière de faire avancer son idéologie. Elle abandonna graduellement la rhétorique révolutionnaire et envisagea de plus en plus sérieusement une participation active à l'exercice du pouvoir politique, sans toutefois renier les idéaux socialistes, dont le désarmement international, projet éminemment dynamique au niveau mondial au cours de l'entre-deux-guerres. Il sera donc établi avec plus de précision dans quel contexte s'inscrivaient les questions de désarmement dans les politiques de la SFIO. De plus, les impacts de ces questions sur certaines autres politiques du Parti seront abordés. La source principale exploitée pour répondre à ces interrogations est un corpus d'éditoriaux publiés dans Le Populaire, journal officiel du Parti socialiste.

En 1932, après avoir assisté à une partie des discussions de la Conférence mondiale du désarmement de Genève (CMD)¹, Édouard Herriot, alors président du Conseil des ministres français, aurait fait remarquer que le verbe « désarmer » semblait être un verbe irrégulier, dépourvu de première personne et ne possédant qu'une temporalité future². L'idée d'atteindre un désarmement large et effectif bénéficiait pourtant d'un support étendu autant de la part de plusieurs gouvernements que du côté de la population depuis plusieurs années. Cette idée, mise de l'avant à plusieurs reprises par différents groupes depuis le XVIII^e siècle et de manière plus concrète à partir du milieu du XIX^e siècle, avait finalement été enchâssée dans le règlement de la paix après la Grande Guerre, par l'article 8 du Traité de Versailles³, et alimentée par l'engagement de la tenue de la CMD dans l'accord de Locarno, signé en 1925⁴. Or, les difficultés apparurent rapidement lorsque vint le temps d'établir la procédure à suivre pour atteindre ce but ultime. La Commission

préparatoire du désarmement (CPD), qui ne devait siéger qu'un an, vit ses travaux s'éterniser jusqu'à la fin de 1931, se perdant dans les débats techniques. Parallèlement, un mouvement populaire de fond souhaitait ardemment que les négociations aboutissent. Celui-ci a été mis en lumière par différents chercheurs de manière plus récente, notamment par les historiens Thomas Davies et Carl Bouchard, qui ont travaillé respectivement sur l'activisme transnational⁵ et sur les suggestions et appels en faveur de la paix lancés par de simples citoyens directement à la Société des Nations (SDN)⁶. Il semble toutefois y avoir une césure entre les études qui s'intéressent, d'une part, aux relations internationales de haut niveau, et de l'autre, aux mouvements populaires. Nous désirons combler une partie de cette lacune en nous penchant sur l'action des partis politiques, élément de liaison entre un peuple et son gouvernement.

Nous avons décidé de nous attarder au cas du Parti socialiste français, la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO), puisqu'il opéra de profonds changements quant à la manière de faire avancer son idéologie au cours des années 1920 et 1930. C'est lors de cette période que la SFIO abandonna graduellement sa rhétorique révolutionnaire et envisagea de plus en plus sérieusement une participation active à l'exercice du pouvoir politique, sans toutefois renier ses idéaux socialistes, dont le désarmement international. En fait, il apparaît même que le désarmement aurait occupé le cœur de l'articulation des politiques internationales du parti. Nous avons choisi de nous limiter à la période allant du 12 décembre 1925 au 3 février 1932, soit la période allant de l'instauration de la CPD jusqu'à la veille du début de la CMD. C'est selon nous la période où il pouvait encore sembler possible de proposer des idées nouvelles pour le désarmement, puisque les représentants gouvernementaux n'étaient pas encore officiellement à l'étape d'établir comment l'entreprise devait être conduite.

Nous désirons ainsi établir avec plus de précision le contexte à l'intérieur duquel s'inscrivaient les questions de désarmement dans les politiques de la SFIO. Par ailleurs, puisqu'il s'agissait d'un élément central dans le positionnement des socialistes français, autant au niveau national qu'international, s'intéresser au désarmement pour la SFIO nous permet d'avoir une vue sur les transformations que le Parti vécut dans l'entre-deux-guerres. Nous aborderons donc les impacts que ces questions eurent sur certaines autres politiques du Parti.

Afin de rendre compte de ces évolutions, nous avons consulté les éditoriaux et chroniques parus dans *Le Populaire* de Paris, journal officiel de la SFIO, ainsi que les actes de congrès du Parti socialiste. À l'époque, les journaux étaient non seulement un lieu de débat et d'influence pour les partis, mais aussi le moyen de transmission des idées socialistes par excellence. Ces publications se révélaient ainsi être les représentantes *de facto* de ces idées auprès de la population ainsi que la meilleure manière pour le centre du parti de garder le contact avec ses militants

partout au pays⁷. L'importance de ce moyen de dissémination de leurs idées peut être confirmée par le financement majeur accordé par les instances du Parti et la volonté continue de garder le journal actif malgré les pertes financières encourues par cette opération⁸. Par la force des choses, les opinions émises par le chef du Parti Léon Blum, qui bénéficiait d'une chronique presque quotidienne dans le journal, sont plus représentées que celles des autres membres de l'organisation s'exprimant sur les questions internationales. On peut toutefois assumer qu'en sa qualité de chef, Blum s'efforçait de rendre compte des positions de l'organisation entière dans ses textes publiés dans le quotidien socialiste. Les actes de congrès, pour leur part, ont surtout servi à compléter notre compréhension des questionnements abordés dans *Le Populaire*. Les discours, n'étant pas contraints par l'espace limité d'une chronique publiée dans un journal, pouvaient régulièrement exposer les réflexions des membres du Parti et des différentes sections départementales de manière un peu plus poussée.

Nous aborderons donc ici les applications générales du désarmement pour la SFIO pour ensuite nous pencher sur certains questionnements plus précis, soit le désarmement au niveau national, les changements dans les tactiques politiques pratiquées par le Parti socialiste au cours de la période qui nous intéresse, l'antifascisme et, finalement, les différences entre la position du Parti et celle du gouvernement français concernant le désarmement.

Applications du thème du désarmement pour la SFIO

Comme on pourrait s'y attendre, le thème général abordé dans les éditoriaux touchant le désarmement est celui de la paix souhaitable et la possibilité de garantir celle-ci par une réduction du matériel guerrier des nations. C'est donc une idée axée vers l'international qui proposait différentes manières d'agir pour la France, mais qui, aussi, ne s'empêchait pas de commenter, d'applaudir parfois et de critiquer régulièrement les agissements des gouvernements étrangers. Les auteurs socialistes publiés dans *Le Populaire* s'appuyaient généralement sur deux thèmes centraux afin de justifier leurs appels au désarmement. Une première facette de leur argumentation était axée vers l'international et proposait une idée applicable à toutes les nations, soit la conception que la présence d'armes, quelle qu'elle soit, exacerbait les dangers de conflit⁹. Ainsi, il était naturellement considéré comme primordial de tendre vers un désarmement complet à l'international. Une deuxième facette de l'argumentation favorable au désarmement, celle-ci plutôt dirigée au niveau national, faisait valoir que la France devait réduire ses armements pour la simple et bonne raison que le pays s'y était engagé par les traités conclus avec ses voisins, le traité de Versailles en tête¹⁰. S'appuyant sur ces thèses, plusieurs auteurs faisaient aussi valoir qu'une telle réduction des armements faciliterait la normalisation des relations franco-allemandes. Les sentiments revanchards qui pourraient naître en Allemagne, presque

entièrement désarmée aux lendemains de la Première Guerre mondiale, seraient ainsi désamorçés par un acte de foi français comme le désarmement unilatéral. Il était d'ailleurs considéré que c'est sur ce point que la France avait la plus grande opportunité de démontrer sa bonne volonté et de faire évoluer les relations internationales d'après-guerre vers autre chose que le simple règlement du conflit¹¹.

Une nuance s'impose toutefois puisque les chroniqueurs du *Populaire* ne plaidaient pas pour un respect aveugle des traités et pour l'absence de leurs remises en question. Tout en reconnaissant le potentiel contenu dans ceux-ci, ils en soulignaient aussi les graves failles. À leur sens, ces lacunes se trouvaient principalement au niveau des conséquences économiques sévères des réparations, imprévues lors de la signature des traités marquant la fin de la guerre, mais aussi du côté des clauses territoriales. Les socialistes spécialistes des dossiers internationaux plaidaient donc pour la révision de ces ententes. Cette idée constituait toutefois un dossier épineux au sein de l'Internationale ouvrière socialiste (IOS)¹² entière. En reconnaissant les difficultés inhérentes à l'atteinte de tout consensus international, plusieurs craignaient de rouvrir le dossier et de se retrouver à terme devant un règlement encore moins idéal que celui avec lequel ils devaient composer. Le chef du Parti socialiste, pour sa part, considérait que la révision des traités devait être initiée et dirigée par les forces positives, socialistes en tête, arguant que les États fascistes risquaient sinon de s'approprier la démarche, menant à des conséquences funestes¹³. Il était donc primordial de s'assurer que ces révisions se fassent de manière pacifique. Pour Léon Blum, il fallait que la révision des traités « [...] cesse de devenir nécessaire ou quelle cesse de devenir périlleuse¹⁴ ». Or, pour que les dangers inhérents à la révision des traités cessent de peser sur le processus, il fallait nécessairement que la sécurité collective soit organisée et soit en mesure de parer aux craintes nationales. Afin d'atteindre de telles conditions, les gouvernements nationaux devaient, selon Blum, amenuiser les risques de guerre en réduisant principalement leurs armements : « C'est ainsi que le thème du désarmement allait devenir la pierre angulaire de toute la politique étrangère de Léon Blum¹⁵. »

Toutefois, plusieurs auteurs socialistes considéraient qu'une telle organisation de la sécurité internationale ne pouvait être réalisée que par une société intégralement socialiste. À l'été 1927, un auteur anonyme dressait, dans *Le Populaire*, un portrait bien noir des conférences de désarmement naval en affirmant que chaque participant ne cherchait « [...] qu'à désarmer ou à paralyser les autres. C'est le capitalisme impérialiste ! C'est la connivence pour l'exploitation du monde. La paix ou le désarmement ne sont là que comme des prétextes pour ces confrontations de forces¹⁶. » En parlant d'une course aux armements navals qui se dessinait entre les États-Unis et la Grande-Bretagne, le même auteur continuait en affirmant que « cette course, les impérialistes représentés à la Conférence Coolidge ne peuvent pas l'arrêter. Le prolétariat organisé internationalement est le seul à la taille de cette tâche¹⁷ ».

Dans cet appel lancé maintes fois pour la mobilisation du prolétariat en faveur du désarmement et de la paix, une conception du conditionnement des relations internationales ressort. En effet, les textes publiés dans *Le Populaire* rappelaient régulièrement qu'il revenait aux militants et électeurs locaux de donner la chance au Parti socialiste afin que celui-ci puisse influencer la position française, qui à son tour aurait un impact majeur sur le contexte international¹⁸. Cette vision ascendante considérait que c'était ultimement les actions locales qui conditionnaient la diplomatie. Il n'est évidemment pas surprenant qu'une telle position soit véhiculée dans les textes destinés à la base du Parti. Quelle meilleure manière d'impliquer et de mobiliser les militants socialistes que d'illustrer comment leur soutien continu pouvait avoir un impact majeur sur les grandes questions gouvernementales desquelles ils pouvaient très facilement se sentir détachés ? En rappelant que chaque vote avait un poids important et que chaque député socialiste siégeant à l'Assemblée nationale donnait plus de moyens à la SFIO pour faire valoir ses positions, on tentait de maintenir le soutien de la base pour le Parti, même dans les dossiers où les décisions locales n'avaient, *a priori*, que très peu d'impact¹⁹.

Le désarmement au niveau national

Il était toutefois plutôt difficile de justifier les projets internationaux évoquant un désarmement complet et soudain du pays à la population française dans son ensemble, peut-être moins convaincue par les idéaux socialistes larges. Malgré le désarmement effectif de l'Allemagne à partir de 1919, plusieurs Français y percevaient encore une menace potentielle très forte, de par les sentiments revanchards qui semblaient y couvrir²⁰. En partie pour pallier ces craintes, mais aussi pour éviter de se retrouver devant le terrible flottement qui avait affligé la France et tout spécialement le Parti socialiste lors des premiers mois de la guerre, un projet gradualiste se voulant strictement défensif fut avancé à partir de février 1927. Cette idée, présentée sous le nom de « nation armée », s'inspirait des suggestions faites avant la guerre, notamment par un des dirigeants de la SFIO de l'époque, Jean Jaurès²¹. Par une organisation stricte, le projet socialiste visait à assurer la sécurité de la France, réduisant ainsi les craintes de la population, tout en ne projetant que très peu de menace à l'international, ce qui ne pouvait qu'encourager les pays voisins à réduire leurs armements. La proposition de nation armée était aussi une manière pour la France de faire preuve de bonne volonté dans le dossier du désarmement international en laissant aller ses capacités offensives.

L'idée proposée par Joseph Paul-Boncour, député du Tarn, à la Commission de l'armée, fut présentée dans *Le Populaire* par un autre député socialiste, Pierre Renaudel. Le projet, posé en trois axes, cherchait à organiser et prévoir les différentes facettes de la mobilisation française : la mobilisation politique, la mobilisation militaire et la mobilisation industrielle. L'axe politique consistait à pouvoir compter, en cas de crise, sur « [...] un gouvernement et un Parlement exerçant, au nom de la

souveraineté nationale, un pouvoir vigoureux, pour la conduite diplomatique et militaire de la guerre et la dirigeant avec énergie vers sa fin rapide: la paix²² ». Cette organisation politique aurait permis d'éviter les tergiversations de l'été 1914, alors que l'idée d'accorder leur soutien aux dispositions guerrières prises par le gouvernement avait occasionné des problèmes éthiques à plusieurs députés socialistes, en France comme ailleurs. Ces atermoiements avaient provoqué de profondes ruptures au sein des groupements pacifistes, il était donc espéré qu'une telle situation ne se représenterait pas si l'organisation de la guerre était conçue de manière à être axée vers la seule paix. La mobilisation militaire, pour sa part, cherchait à bénéficier d'« [...] une organisation jetant aux frontières dans l'espace de temps le plus réduit et avec la coordination la plus efficace tout ce que la nation compte d'hommes valides et capables de porter les armes²³ ». Cherchant à réduire le plus possible les pertes humaines, un type de va-tout restreint dans le temps aspirant à briser l'élan de tout envahisseur par le nombre d'hommes mis à la disposition du commandement militaire avait été imaginé pour répondre à la question de la mobilisation militaire. Enfin, la mobilisation industrielle organisait « [...] une nation travaillant à plein, pour fournir aux combattants tout ce qui leur est nécessaire, armements, munitions, ravitaillement, et assurer ainsi par la victoire le salut du pays, la fin rapide de la guerre²⁴ ». Ce dernier pan du projet de nation armée cherchait non seulement à pouvoir équiper les énormes armées temporaires levées par la mobilisation militaire, mais aussi à ne pas permettre aux marchands d'armes de bénéficier du conflit. Ceux-ci étaient effectivement montrés du doigt par plusieurs aux lendemains de la guerre et perçus comme ayant agrandi leur fortune sur les malheurs du peuple qui était mort dans les tranchées. Paul-Boncour justifiait d'ailleurs une partie des réticences au projet comme venant de ces « profiteurs de la guerre²⁵ ». Il peut être distingué dans cette proposition de nation armée une tentative de socialisation de la guerre, un type de rapprochement de la défense de la nation vers les simples citoyens qui auraient tous à mettre la main à la pâte. Étant donné que la nation armée ne serait mobilisée qu'en cas de nécessité de défense du territoire, plusieurs socialistes présentaient ce projet comme facilitant la paix, puisqu'il permettrait une réduction substantielle des effectifs militaires mobilisés hors des périodes de crise.

Cette interprétation pacifique du projet ne fut pas partagée par tous. À l'international, la nation armée fut perçue par certains, dont quelques membres du *Labour* britannique, comme une loi militariste allant à l'encontre de la paix. Joseph Paul-Boncour, répondant à ces critiques, rappela que le projet socialiste n'était conçu que pour être activé dans une guerre de défense²⁶. Dans un beau revers à ces critiques, il souligna aussi que les commentateurs venaient d'un parti installé dans le pays possédant la flotte la plus importante au monde, et qu'une démonstration de celle-ci avait été faite récemment par le chef du *Labour* au Président français en visite²⁷.

Toujours dans les pages du *Populaire*, Alexandre Marie Bracke-Desrousseaux²⁸ soulignait le caractère résolument socialiste du projet de nation armée en rappelant que de « [c]hercher à faire que l'organisation territoriale et administrative de l'armée réponde à la fois au maximum de force défensive et au minimum de menace au dehors et au dedans, le Parti socialiste en a le droit et le devoir. Cela rentre dans la lutte même de la classe ouvrière²⁹. » Pourtant, la SFIO était loin de pouvoir envisager occuper le pouvoir à cette époque. On distingue donc un certain désir de faire fonctionner l'État selon certains principes socialistes, et ce, par incréments. Cette position se situait plutôt loin de la rhétorique socialiste classique ainsi que du discours révolutionnaire communiste qui voulait plutôt atteindre l'application de ses idées par un démantèlement et une reconstruction de la société, un peu à l'image de ce qui s'était produit en Russie. Or, si la révolution n'était plus la seule manière d'instaurer les principes socialistes, quelle était l'avenue à privilégier ?

Du socialisme à la social-démocratie

Pour la SFIO, l'entre-deux-guerres fut la période où le parti passa d'une idéologie purement socialiste à une doctrine sociale-démocrate. La rupture lors du congrès de Tours de 1920, où une majorité des militants socialistes quittèrent la « vieille maison » pour rejoindre le Parti communiste nouvellement formé, marqua profondément les esprits des instances du parti. Celles-ci cherchèrent ensuite à se positionner entre, d'une part, les partis républicains et bourgeois de gauche comme le Parti radical et, d'autre part, les Communistes, attachés à Moscou ainsi qu'à la III^e Internationale et résolument révolutionnaire. Ce positionnement et cette recherche d'équilibre furent un exercice difficile. Bracke, qui défendait si bien le projet de nation armée en avril 1927 mettait aussi de l'avant, dans le même article, que porter un projet de loi devant un Parlement à majorité bourgeoise serait aller contre l'essence même de la SFIO³⁰. Il continuait en présentant l'idée que la SFIO devait faire tout ce qu'elle pouvait pour promouvoir les idéaux socialistes, tout en restant résolument dans l'opposition : « Tout au plus [le Parti] pourrait-il intervenir dans la discussion d'un pareil projet pour en arracher, détail par détail, les pointes les plus dangereuses s'il le peut. Mais de là à l'assumer dans l'ensemble, à se flatter d'y avoir une part de paternité, à le laisser nommer sien, il y a loin, très loin³¹. » Plus extrême dans sa position, le secrétaire général du *Populaire*, Anatole Sixte-Quenin, qui fut député des Bouches-du-Rhône de 1910 à 1919 et qui le serait de nouveau entre 1928 et 1936, s'opposait à toute participation en affirmant que « [...] le Parti socialiste doit revenir à une saine compréhension du rôle des socialistes au parlement³² ». Restant assez flou quant à la nature de ce rôle, son texte rejetait tout de même entièrement l'idée de participation, même ponctuelle, demeurant ainsi fidèle aux positions adoptées par la II^e Internationale lors du congrès d'Amsterdam de 1904 et réaffirmées en 1905 lors de l'unification des différentes branches socialistes en France.

Les propositions de certains firent passer le débat d'une participation ponctuelle vers l'évocation de la collaboration ministérielle, soit l'idée de placer un ou plusieurs membres du Parti dans un conseil des ministres dirigé par un autre groupe parlementaire. Léon Blum opposa un refus complet à une telle idée de participation, tout en restant ouvert à l'application d'un support circonstanciel, principalement afin de protéger un gouvernement « de gauche » des attaques des partis réactionnaires³³. Développant plus avant les raisons de cette opposition, Blum évoqua un danger de confusion entre les idées socialistes et l'application de celles-ci dans un régime bourgeois³⁴. C'est donc la peur de voir les valeurs socialistes se diluer dans le flou et « l'au jour le jour » du gouvernement qui amenait Blum à voir d'un mauvais œil une participation de fait. À l'opposé, certains membres du Parti, dont Pierre Renaudel, argumentaient en faveur de la collaboration. Tout en convenant que chaque pays présentait ses particularités au niveau des constitutions, des régimes politiques, des mœurs parlementaires et des méthodes, Renaudel soulignait les cas de la Suède, de la Belgique, de l'Autriche, de l'Allemagne, du Danemark, de la Tchécoslovaquie, de la Suisse et de la Grande-Bretagne où des partis associés à l'IOS avaient participé au pouvoir malgré la résolution d'Amsterdam qui proscrivait une telle collaboration. Il justifiait la possibilité de participation en rappelant qu'« en mai 1925, l'Exécutif [de l'IOS] a rappelé : “ Que l'Internationale ouvrière socialiste est une organisation internationale nouvellement constituée au Congrès de Hambourg [de 1923] et ne saurait appliquer que les décisions qu'elle a prises elle-même ”³⁵. » De plus, Renaudel mettait ses collègues en garde contre un refus catégorique de participation en s'appuyant sur l'expérience italienne, où, selon lui, un tel refus des socialistes avait permis l'arrivée au pouvoir des forces fascistes de Mussolini en 1922, par la tenue de la marche sur Rome des chemises noires³⁶.

Bien qu'il n'y ait ultimement pas de conclusion qui émane de ces débats au cours de la période que nous avons étudiée ici, il demeure intéressant de constater que les échanges de vues sur la participation ministérielle eurent lieu ouvertement, les éditoriaux cités précédemment ayant tous été publiés dans les pages du *Populaire*. Le passage graduel vers la social-démocratie s'opéra donc de manière assez ouverte et non pas à huis clos, en congrès et de manière fermée dans le parti. À terme, ce furent plutôt les turbulences politiques des années subséquentes qui précipitèrent le rapprochement entre la SFIO et le Parti communiste pour mener, deux ans plus tard, à la formation du Front populaire de 1936-1938. Ce rapprochement, comme répondant à l'appel lancé par Renaudel quatre ans plus tôt, cherchait à parer à la menace fasciste qui se précisait dans les rues de Paris durant les premiers mois de 1934.

La SFIO contre le fascisme

La méfiance socialiste à l'endroit des régimes fascistes remontait toutefois à bien avant 1934. Pour plusieurs membres de la SFIO, le fascisme, et

tout spécialement son incarnation italienne, était le champion du militarisme auquel il fallait s'opposer³⁷. Selon Léon Blum, il incarnait la racine du mal et celui-ci « [...] représente, pour l'Europe entière, un danger permanent de guerre, parce que la loi même du fascisme l'oblige à la guerre, parce que la politique fasciste encourage et groupe autour d'elle en Europe toutes les forces de tyrannie, de rapine et d'aventure³⁸ ».

Or, comment résister au fascisme tout en étant conséquent avec l'idéal de désarmement mis de l'avant par les organisations socialistes ? Une accumulation militaire le long des frontières des pays réactionnaires afin d'établir un type de cordon sanitaire n'était pas envisageable puisque, selon les positions socialistes, de telles mesures n'auraient fait qu'encourager le conflit. À cette question, Blum restait plutôt vague et ne présentait pas de marche à suivre précise. Il s'avancait toutefois dans une affaire de transfert illégal de mitrailleuses d'Italie vers la Hongrie : « Il faut changer de conduite. Il faut rompre une bonne fois avec l'esprit de faiblesse et de complaisance. Sans provocation, sans humiliant abus de force, mais avec une fermeté délibérée, il faut traiter les gouvernements fascistes comme ils le méritent, c'est-à-dire comme les ennemis de la Paix³⁹. » Pour le chef socialiste, c'est donc par la fermeté, l'intransigeance et le recours aux organisations internationales, la SDN en tête, que l'influence néfaste du fascisme pouvait être circonscrite. Blum déplorait d'ailleurs le manque de volonté des principaux joueurs européens d'impliquer la SDN dans la gestion des crises européennes et mondiales qui, se faisant, réduisait l'impact que l'organisation pouvait avoir⁴⁰.

Bien entendu, que la France seule mette de l'avant le recours à la SDN n'aurait pas eu d'impact profond sur la situation. La force de l'organisation internationale dépendait donc de la volonté concertée d'une vaste majorité des membres de s'appuyer pleinement sur leur création. Il transparaît dans cette position une raison de plus supportant l'idée que la paix ne pouvait être garantie que par la présence de multiples gouvernements dirigés par les partis socialistes en Europe, ceux-ci présentant une volonté de fonctionner ensemble plus élevée que la majorité des autres partis nationaux.

Le désarmement pour la SFIO et pour le gouvernement français : nuances d'interprétations

La position défendue par le Parti socialiste, mettant le désarmement en tête de locomotive de la paix européenne et mondiale, différait grandement de celle préconisée par le gouvernement français. La doctrine gouvernementale de l'époque était résumée par l'aphorisme « Arbitrage, Sécurité, Désarmement », présenté notamment par Édouard Herriot, président du Conseil des ministres. Pour les instances étatiques françaises, c'est dans cet ordre seulement que la paix pouvait être garantie. Selon cette logique, le désarmement de la France viendrait à la fin d'un long processus où l'arbitrage permettrait de garantir la sécurité du pays⁴¹. Ce n'est qu'une fois cette sécurité assurée que le pays pourrait envisager

désarmer. Dans son ouvrage sur la politique française en matière de désarmement, l'historien Maurice Vaisse, spécialiste des questions de défense et de politique étrangère, met très bien en évidence la philosophie qui sous-tend cette position. Selon lui, la diplomatie française est « animée par une conception réaliste de la vie internationale, la thèse française postule que la paix n'est pas un état normal. Les relations conflictuelles sont de règle entre les États. Certes la paix est le plus grand des biens, mais chaque État a le devoir d'assurer la sécurité de son peuple : “ *Si vis pacem, para bellum* ”⁴². »

À la recherche de garanties de sécurité, la France souhaitait ardemment l'existence d'un type de gendarme international qui se serait trouvé en position pour réguler les relations interétatiques. Loin d'être belliqueuse, la position française déplorait plutôt la situation internationale chaotique qui la forçait à s'armer pour pouvoir garantir sa sécurité⁴³. Le pays n'était toutefois pas prêt à faire le premier pas et, par un désarmement unilatéral, faire tomber le premier domino qui pourrait potentiellement ouvrir la porte au désarmement des nations voisines. La position du gouvernement français était donc fermement basée sur des principes qui devaient impérativement être respectés par tout programme de désarmement international plutôt que sur un but pratique à atteindre coûte que coûte. Ainsi, le désarmement était subordonné à la sécurité, qui ne pouvait être garantie que par l'arbitrage. Basée sur cette conception des rapports interétatiques, la politique gouvernementale sur les questions militaires ne pouvait que chercher une manière de ne pas désarmer, au moins à court ou moyen terme.

Nous l'avons déjà mentionné, la SFIO de son côté voyait la chose à l'inverse. Il était considéré que le désarmement de la France, parce qu'il mettrait le mouvement en branle pour les autres nations européennes, serait suffisant pour garantir la sécurité du pays. En cela, les socialistes français partageaient une vision plus proche de la position du gouvernement britannique, qui considérait que « les armements sont la cause directe des guerres. Réduire les armements, c'est diminuer le nombre d'hommes en état de combattre ; limiter directement le matériel de guerre, c'est écarter la possibilité d'une guerre, retarder son déclenchement, empêcher la prolongation. Du désarmement sort la sécurité⁴⁴. » Il convient toutefois de rappeler que bien que la finalité soit similaire, les raisons derrière celle-ci différaient grandement. La Grande-Bretagne, bénéficiant de la sécurité de la mer, ne se sentait plus menacée sur son île une fois la flotte allemande réduite à sa plus simple expression. Vaisse souligne la différence profonde de perception quant à l'organisation de la paix en Europe en prenant l'exemple des accords de Locarno signés en 1925 : « [...] au contraire de la France qui y voit le commencement de l'organisation de la sécurité, ils en sont pour l'Angleterre “ l'achèvement, la dispensant de toute autre précision ”⁴⁵. »

Au-delà de la similitude apparente avec la position britannique, la conception de la SFIO était sans nul doute motivée en partie par son appartenance à l'IOS. Cette adhésion à l'organisation transnationale rendait plus aisé d'envisager une concertation avec les gouvernements voisins. Ces négociations auraient été d'autant plus facilitées si elles avaient été conduites avec d'autres partis socialistes, alors que le système de valeurs et de priorités aurait été sensiblement le même. On retrouve dans cette conception la justification des arguments voulant normaliser les relations franco-allemandes et plaidant pour une clémence accrue envers l'Allemagne de Weimar, puisqu'il était considéré que des mesures draconiennes encourageraient la montée des partis réactionnaires alors que des conditions plus faciles à l'international, comme une flexibilité accrue dans le dossier des réparations de guerre par exemple, apporteraient de l'eau au moulin du Parti social-démocrate d'Allemagne, le SPD⁴⁶. Les spécialistes des relations internationales de la SFIO avaient donc une projection d'une diplomatie plus ordonnée que ce que les responsables gouvernementaux français entrevoyaient, principalement à cause de la collaboration socialiste internationale potentielle.

Conclusion

Les politiques déployées par la SFIO en lien au désarmement ou influencées par celui-ci entre décembre 1925 et février 1932 peuvent parfois laisser perplexe. Il apparaît d'entrée de jeu que les auteurs socialistes ne se prononcent pas sur les procédures de la CPD, si ce n'est que pour déplorer le manque d'avancées accomplies par la Commission. Même s'ils accordent un rôle primordial à la SDN dans l'organisation du désarmement et de la paix européenne et mondiale, cette attribution semble être plutôt perçue comme potentielle qu'effective. En ce sens, le désarmement ne semble occuper le haut du pavé que de manière temporaire, principalement afin d'adoucir les relations interétatiques dans l'intention de faciliter l'arrivée au pouvoir d'un nombre assez important de partis membres de l'IOS dans leur pays respectif. Une fois ce point atteint, l'ensemble des mesures socialistes, le désarmement y compris mais surtout l'organisation de la paix, pourraient être instaurées. Au niveau national, ce sont plutôt des projets gradualistes, comme celui de la nation armée, qui sont proposés afin de ménager les craintes sécuritaires de la population française tout en avançant, lentement mais sûrement, le désarmement. Toutefois, la conception de la sécurité pour le Parti socialiste apparaît à l'époque si différente de celle adoptée par les instances gouvernementales françaises qu'il ne faut pas s'étonner de constater que les propositions socialistes ne trouvent que peu d'écho du côté du gouvernement au cours de la période qui nous intéresse ici. À l'intérieur même de la SFIO, le dossier du désarmement nous permet toutefois de voir comment l'évolution du parti, qui s'est opérée au cours de l'entre-deux-guerres, s'est initiée, passant d'une doctrine purement socialiste vers la social-démocratie. Finalement, il apparaît que pour les chroniqueurs publiant dans *Le Populaire*, le danger principal pesant sur

la sécurité européenne et faisant ombrage au désarmement résidait du côté des régimes fascistes.

Il ne faut toutefois pas déduire que les penseurs de la diplomatie socialiste ne développaient leurs théories et positions seulement qu'en fonction du désarmement. Bien qu'ils aient placé le désarmement au haut de leur liste des dossiers susceptibles de réguler la paix internationale, ils étaient tout à fait conscients du contexte économique et de l'impact de celui-ci sur la diplomatie. En décembre 1930, Léon Blum confirmait cette lucidité en affirmant que :

Ce n'est pas nous, assurément, qui nous aviserons de nier l'importance du facteur économique dans l'état politique de l'Europe. [...] il est certain, par exemple, que la propagande pour l'organisation de la Paix et le Désarmement, telle que nous la menons en France, se heurte à plus de résistances depuis le progrès des racistes hitlériens aux élections allemandes. Or, ce progrès lui-même est essentiellement lié à des données d'ordre économique, telles que l'extension du chômage et la perspective d'un chômage encore plus étendu. Le malaise et la misère économiques sont, par eux-mêmes, des éléments de trouble politique; à un certain degré de durée ou d'intensité, ils deviennent un danger pour la Paix⁴⁷.

La clairvoyance que Blum démontrait ainsi en 1930 trouve un écho encore aujourd'hui, alors que les grandes synthèses historiennes sur les sources de la Deuxième Guerre mondiale soulignent le rôle destructeur des difficultés financières rencontrées dans l'ensemble du monde occidental à partir de la fin des années 1920 sur les transformations positives, autant au niveau économique que politique, qui s'étaient manifestées à partir de 1924⁴⁸.

Notes

1. Cette conférence était issue des longues tractations initiées aux lendemains de la Première Guerre mondiale et constituait, à l'époque, l'initiative la plus récente afin d'arriver à un accord large sur le désarmement international. Chapeautée par la Société des Nations, mais réunissant aussi plusieurs États non membres de l'organisation internationale, les États-Unis en tête, la CMD siégea de 1932 à 1934 sans arriver à trouver un compromis satisfaisant pour toutes les parties.
2. Propos rapportés par le Vicomte Herbert Samuel lors d'un débat à la Chambre des Lords britannique le 23 avril 1952. Hansard, *Lords sitting of 23 April 1952, Defence*, Series 5, Vol. 176, Col. 320 [En ligne] http://hansard.millbanksystems.com/lords/1952/apr/23/defence#column_320 (page consultée le 26 mars 2011).
3. « 1. Les Membres de la Société reconnaissent que le maintien de la paix exige la réduction des armements nationaux au minimum compatible avec la sécurité nationale et avec l'exécution des obligations internationales imposée par une action commune; 2. Le Conseil [...] prépare les plans de cette réduction, en vue de l'examen et de la décision des divers Gouvernements. » Pacte de la Société des Nations, 1919, Article 8. [En ligne] <http://digital.library.northwestern.edu/league/le000003.pdf> (page consultée le 26 mars 2011).

4. Voir notamment les deux ouvrages de Martin Ceadel pour plus de détails sur la montée du pacifisme et des mouvements antiguerre. Martin Ceadel, *The Origins of War Prevention: The British Peace Movement and International Relations, 1730-1854*, Oxford, Oxford University Press, 1996, 587 p. ; Martin Ceadel, *Semi-Detached Idealists: The British Peace Movement and International Relations, 1854-1945*, Oxford, Oxford University Press, 2000, 477 p.
5. Thomas R. Davies, *The Possibilities of Transnational Activism: The Campaign for Disarmament between the Two World Wars*, Boston, Martinus Nijhoff Publishers, 2007, 283 p.
6. Carl Bouchard, *Écrire pour la paix. La paix et les relations internationales vues à travers les lettres de citoyens (1918-1924)*, projet de recherche en cours, [En ligne] http://www.fqrcs.gouv.qc.ca/upload/editeur/resume_Bouchard.pdf (page consultée le 14 juin 2012).
7. Dans un historique du *Populaire* rédigé en marge du congrès de la SFIO de 1930, le député du Gard Adéodat Compère-Morel souligne qu'avant 1927, « pendant plus de deux ans, le *Bi-mensuel*, qui fut le lien entre le centre et les membres du Parti, prépara, par une campagne continue et méthodique, la création et le lancement du nouvel organe. » Parti socialiste (Section Française de l'Internationale Ouvrière), *XXVII^e Congrès National, Tenu à Bordeaux les 8-9-10-11 juin 1930, Rapports*, Paris, 1930, p. 95 [En ligne] <http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k81732d> (page consultée le 20 juin 2012).
8. Dans le même dossier, Compère-Morel présentait les sources de financement du *Populaire* en novembre 1926, quelques mois avant que le journal revienne à un cycle de parution quotidien : « [...] la réserve de l'ancien *Populaire* se montant à 80 000 francs ; les souscriptions reçues étant de 70 000 francs et les promesses de versement du Groupe Parlementaire et du Parti se chiffrant à 270 000 francs, le Conseil d'Administration et de Direction décida, à l'unanimité, de faire paraître le nouveau *Populaire* en janvier 1927. » *Ibid.*, p. 96.
9. Dans un discours donné devant la Chambre des députés le 1^{er} mars 1926, le socialiste Charles Spinasse soulignait : « Désarmement par la sécurité, dit-on. Croyez-vous que, tant que vous laisserez à un gouvernement qui est au bord de l'abîme la possibilité de se servir d'une arme, à cet instant précis où la raison chancelle, où peut s'éveiller je ne sais quel atavisme destructeur, croyez-vous qu'il ne s'en servira pas ? » Charles Spinasse, « L'action socialiste au parlement, Discours de Spinasse sur les accords de Locarno », *Le Populaire*, 5 mars 1926, p. 1-2.
10. « Nous avons, en France, trois raisons essentielles de vouloir le désarmement. [...] La première, que l'Allemagne nous rappelle avec une insistance souvent choquante par la forme et par l'occasion, mais justifiée en son fond, c'est que nous nous sommes engagés à désarmer. [...] La seconde raison, c'est que le désarmement est la condition matérielle de toutes les réformes sociales. [...] La troisième raison, c'est que le désarmement est la condition *sine qua non* de la pacification de l'Europe. » Léon Blum, « Sécurité et désarmement, Pourquoi il faut désarmer », *Le Populaire*, 6 octobre 1927, p. 1.
11. « En résumé, la France doit et peut, d'une part, supprimer dans toute la mesure de son effort les causes spéciales de litige auxquelles elle est directement intéressée ; d'autre part, encourager et stimuler par son libre exemple, la volonté générale de paix que la Société des Nations tente aujourd'hui de traduire pratiquement. » Léon Blum, « Notre programme, La contribution de la France à la paix », *Le Populaire*, 18 décembre 1927, p. 1.

12. Fondée en 1923, l'IOS était l'organisation transnationale réunissant les partis socialistes ayant préféré ne pas s'associer à la III^e Internationale, dirigée à tout le moins officieusement par le parti communiste soviétique.
13. « Mussolini se pose en champion de la révision équitale des traités et du désarmement général. Ne laissez pas entre ses mains cet instrument de propagande internationale [...]. Il prétend arracher son masque hypocrite à la vieille Europe gouvernementale, en quoi il usurpe sur notre rôle, à nous socialistes; commencez par lui arracher le sien. Faites la preuve du bluff ou de la manœuvre machiavélique. [...] Il ne suffit pas de lui montrer pourquoi les tentatives de solution brusquée seraient plus nocives que bienfaisantes. Il faut lui faire sentir comment [...] peuvent se préparer les solutions pacifiques de l'avenir. » Léon Blum, « Mussolini et le désarmement », *Le Populaire*, 31 octobre 1930, p. 1.
14. Gilbert Ziebura, *Léon Blum et le Parti socialiste, 1872-1934*, Paris, Armand Colin, 1967, p. 228.
15. *Ibid.*, p. 229.
16. Intérim, « La conférence du “désarmement” naval, La comédie touche à sa fin », *Le Populaire*, 30 juillet 1927, p. 3.
17. *Ibid.*
18. Réagissant à un discours prononcé par un représentant américain, Bracke soulignait en avril 1929 que « la pression de l'opinion publique commence à se faire sentir du côté de l'espoir. Au prolétariat international il appartient de continuer son action pour qu'au moins l'espoir s'agrandisse en essai de réalisation. La voie lui sera ouverte pour pousser toujours davantage ces essais jusqu'au jour où il sera le maître d'établir, lui, la paix véritable. » Bracke, « À la Commission du désarmement, Les États-Unis disent un mot utile », *Le Populaire*, 23 avril 1929, p. 3.
19. À titre d'exemple, Paul Faure présentait l'idée suivante en décembre 1929 : « Ne trouvez-vous pas que l'histoire tristement recommence et que peu à peu les États capitalistes retombent dans leurs errements et leurs méthodes d'avant 1914? [...] Une fois de plus, il faudra en revenir à la formule qui n'est pas périmée, mais qui se rajeunit et se retrempe sans cesse au rude contact de la vie et des réalités : organisation du prolétariat en parti politique de classe, du prolétariat ayant appris dans la peine et dans le sang qu'il n'avait à compter que sur lui. » Paul Faure, « La politique socialiste, Toutes les nations arment. », *Le Populaire*, 17 décembre 1929, p. 1.
20. Robert Boyce, *The Great Interwar Crisis and the Collapse of Globalization*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2009, p. 93.
21. Émile Kahn soulignait d'ailleurs qu'un ouvrage majeur de Jaurès sur le sujet devrait être republié afin de permettre aux critiques de saisir son argumentaire large. Émile Kahn, « Rééditez l'“ Armée nouvelle ” », *Le Populaire*, 20 juin 1927, p. 1.
22. Pierre Renaudel, « La Réglementation des Forces défensives de la Nation », *Le Populaire*, 8 février 1927, p. 1-2.
23. *Ibid.*
24. *Ibid.*
25. « Les bénéfices de guerre, voilà la grande affaire et voilà pourquoi le projet est si combattu... pourquoi si un mouvement d'opinion ne le soutient pas il peut être mis en péril. La campagne violente qui est menée contre lui sert l'émotion qui a saisi les profiteurs de la guerre en songeant que si, de nouveau, il y avait la guerre, ils n'auraient plus de profits. C'est la marque propre du projet, sa marque socialiste autant que patriotique. » Joseph Paul-Boncour, « Le “ bluff communiste ”, Une loi “ militariste ” », *Le Populaire*, 10 avril 1927, p. 1-2.

26. « M'est-il permis d'établir une comparaison ? Notre " militarisme " à nous – si " militarisme " il y a – s'applique à l'éventualité d'une guerre de défense, où notre pays, jouant ses destinées, entend qu'à ce moment-là, tous ses ressorts soient tendus pour ne pas disparaître. Prendre ses précautions en vue d'une guerre éventuelle, et qui serait imposée [...] est-ce faire du " militarisme " ? » Joseph Paul-Boncour, « Une loi " militariste " ! À mes Camarades du Labour Party », *Le Populaire*, 26 mars 1927, p. 1.
27. « Sans reproche, mes camarades dans l'opposition ou même au pouvoir, êtes-vous parvenus à imposer des réductions aussi notables à la belle flotte dont votre pays est si justement fier et que Mac Donald montrait à M. Herriot lors de la revue de Spithead ? » *Ibid.*
28. Depuis ses années à l'école normale, où il était mal perçu qu'il publie dans des journaux aux tendances socialistes, Alexandre Marie Bracke-Desrousseaux ne signait ses articles que du seul nom de jeune fille de sa mère : Bracke.
29. Bracke, « La mobilisation générale en temps de guerre. Ce qui inquiète la classe ouvrière », *Le Populaire*, 16 avril 1927, p. 1-2.
30. « Mais aller lui-même porter entre les mains de l'État bourgeois, d'un Parlement, si l'on y tient, dont la majorité représente les intérêts et les vues de la classe capitaliste [...], c'est renoncer, pour ainsi dire, à son être. » *Ibid.*
31. *Ibid.*
32. Anatole Sixte-Quenin, « Discussion du projet de loi sur l'organisation de la Nation en temps de guerre. Erreur de méthode », *Le Populaire*, 9 juin 1927, p. 2.
33. « Non, je reste adversaire de la participation [...] Je continue à voir de très graves dangers [...] à la collaboration ministérielle. Je suis persuadé, d'autre part, que le devoir socialiste peut nous obliger à protéger contre les coups de la réaction la vie et la durée des gouvernements " de gauche ". » Léon Blum, « Les deux participations. La peau de l'ours », *Le Populaire*, 8 novembre 1927, p. 1.
34. « Le double danger contenu dans la participation ministérielle est un danger de confusion. Confusion d'idée et confusion de fait. Confusion entre la Conquête Révolutionnaire et l'Exercice du Pouvoir dans le cadre de la société capitaliste. Confusion entre le Parti socialiste, pris en tant qu'organisation, et les formations bourgeoises de démocratie qui l'avoisinent. » Léon Blum, « Le problème de la participation, La double confusion », *Le Populaire*, 17 décembre 1929, p. 1.
35. Pierre Renaudel, « Pour le gouvernement de coalition. Le Socialisme international et nous », *Le Populaire*, 3 janvier 1930, p. 1.
36. « [...] il y a eu un pays où le parti socialiste, puissant par ses forces syndicales, paysannes surtout et ouvrières, par ses coopératives, par sa réussite électorale (128 membres au Parlement) a cru pouvoir [...] refuser de participer à un gouvernement de coalition. La marche du fascisme sur Rome en 1922 a répondu. Depuis, ce n'est pas une fois, c'est dix fois, que nos amis italiens [...] ont dit leur regret d'un tel refus, et en ont souligné les conséquences. » *Ibid.*
37. « Tout parti démocratique considérera nécessairement Mussolini comme un ennemi, puisqu'il s'est attaqué à tous les principes sur lesquels la démocratie repose, puisque la seule existence de son gouvernement constitue un danger permanent pour la Paix. » Léon Blum, « Le socialisme c'est la paix, Le fascisme c'est la guerre », *Le Populaire*, 20 avril 1928, p. 1.
38. Léon Blum, « Contre les dangers de guerre, À notre tour », *Le Populaire*, 5 avril 1927, p. 1.
39. Léon Blum, « L'affaire des mitrailleuses. Les gouvernements fascistes doivent être traités en ennemis de la paix ! », *Le Populaire*, 9 mars 1928, p. 1.

40. Se prononçant sur le cas de plusieurs dossiers qui n'avaient pas été présentés devant la SDN, Blum argumentait qu' « en se refusant à saisir la Société des Nations, ils l'ont atteinte dans son prestige; ils ont encouragé Mussolini dans son arrogance; ils ont frappé, chez les peuples balkaniques, toutes les forces de démocratie et de paix. Les risques de guerre se trouvent dissimulés, retardés peut-être – aggravés sûrement pour l'avenir. Donc la Société des Nations doit être saisie au plus tôt. [...] Nous sommes donc éternellement ramenés à la même question : que fera la France ? Que fera l'Angleterre ? Il leur faut aujourd'hui choisir entre les intérêts du fascisme et l'intérêt de la paix, entre les solutions diplomatiques et les solutions vraiment politiques, entre les expédients adroits, commodes, qui épargnent les embarras du moment et les actes courageux qui s'attaquent à la racine même du mal. » Blum, « Contre les dangers de guerre... », *loc. cit.*
41. La politique du gouvernement français en ce qui a trait au désarmement et à la sécurité est extrêmement bien décrite par Maurice Vaïsse dans son ouvrage de 1981. Bien que celui-ci ne s'attarde qu'à une période restreinte de quatre ans, les positions générales qui y sont présentées peuvent être appliquées à l'ensemble de l'entre-deux-guerres. Maurice Vaïsse, *Sécurité d'abord, La politique française en matière de désarmement, 9 décembre 1930-17 avril 1934*, Paris, Pédone, 1981, 653 p.
42. *Ibid.*, p. 26.
43. Dans ses mémoires, Paul-Boncour rapporte un épisode où le chef travailliste Mac Donald avait souligné qu'il ne lui avait pas été nécessaire de s'armer d'un pistolet pour venir à Paris, ce à quoi Paul-Boncour lui aurait répliqué qu'une telle protection était superflue justement parce qu'un millier de sergents de ville veillaient à la sécurité des Parisiens. Joseph Paul-Boncour, *Entre deux guerres, Souvenirs de la III^e République, Les lendemains de la victoire 1919-1934*, Paris, Plon, 1945, p. 208.
44. Vaïsse, *Sécurité d'abord...*, *op. cit.*, p. 22.
45. *Ibid.*, p. 21.
46. Dans un discours devant la Chambre cité précédemment, le député socialiste Charles Spinasse argumentait que « [l]a paix de l'Europe et la sécurité de la France sont la plus sûrement garanties par un renforcement de la République et de la démocratie en Allemagne, dont la condition préalable est que le Gouvernement français renonce vis-à-vis de l'Allemagne à pratiquer une politique qui favorise les éléments nationalistes et revanchards de l'Allemagne. » Spinasse, *loc. cit.*
47. Léon Blum, « Désarmement et crise économique », *Le Populaire*, 15 décembre 1930, p. 1.
48. P.M.H. Bell, *The Origins of the Second World War in Europe*, Londres, Longman, 1986, p. 145.